



CHAPITRE 68

Loi du ministère de l'immigration

[Sanctionnée le 5 novembre 1968]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Ministre de l'immigration.

1. Le ministre de l'immigration, désigné dans la présente loi sous le nom de « ministre », est chargé de la direction et de l'administration du ministère de l'immigration.

Application des lois.

2. Le ministre est chargé de l'application des lois relatives à l'immigration, sauf celles dont l'application est confiée par la loi à un autre ministre.

Fonctions.

3. Le ministre a pour fonction de favoriser l'établissement au Québec d'immigrants susceptibles de contribuer à son développement et de participer à son progrès; il a aussi pour fonction de favoriser l'adaptation des immigrants au milieu québécois.

Devoirs.

Il doit à ces fins

a) étudier les données disponibles sur les besoins de main-d'oeuvre dans chacune des régions économiques du Québec, les emplois qui y sont disponibles et la possibilité pour des immigrants de s'y établir en tenant compte des caractéristiques de la population et des programmes d'aménagement du territoire;

b) effectuer des études et recherches sur les moyens à mettre en oeuvre pour intéresser des personnes à s'établir au Québec;

CHAPTER 68

Immigration Department Act

[Assented to 5th November 1968]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

Minister of Immigration.

1. The Minister of Immigration, in this act called the "Minister", shall have charge of the direction and administration of the Department of Immigration.

2. The Minister shall have charge of the carrying out of the laws respecting immigration, except those the carrying out of which is assigned by law to another minister.

3. The functions of the Minister shall be to promote the settling in the province of Québec of immigrants capable of contributing to its development and of participating in its progress, and also to facilitate the adaptation of immigrants to the Québec environment.

He shall, for such purposes

Duties.

(a) study the available data respecting the needs of the labour market in each economic region of the province of Québec, the openings for employment there and the possibility for immigrants to settle therein, having regard to the characteristics of the population and the programs for the development of the territory;

(b) carry out studies and research as to the steps to be taken to interest persons in settling in the province of Québec;

c) renseigner sur le Québec, les personnes qui désirent y immigrer, leur faire connaître l'état du marché du travail et, en collaboration avec le ministre du travail, leur indiquer avec précision les emplois disponibles en tenant compte de leurs aptitudes, et les mettre en relation avec des employeurs;

d) établir et maintenir un service d'assistance aux immigrants chargé de les accueillir dès leur arrivée au Québec, de leur prêter l'aide requise, de rester en contact avec eux et de leur apporter l'appui dont ils ont besoin.

(c) give information about the province of Québec to persons who wish to immigrate thereto, inform them as to the state of the labour market and, in collaboration with the Minister of Labour, point out to them exactly what positions are available to persons with their qualifications, and put them in touch with employers;

(d) establish and maintain an immigrants aid service to welcome and assist immigrants upon their arrival in the province of Québec and give them any assistance necessary, to keep in touch with them and give them any assistance they need.

Fonctions. **4.** Le ministre a aussi pour fonction de favoriser la conservation des coutumes ethniques.

Bureaux d'immigration. **5.** Le ministre peut, de concert avec le ministre des affaires intergouvernementales, établir des bureaux d'immigration à l'extérieur du Québec et y déléguer des fonctionnaires et employés de son ministère.

Cours d'adaptation, etc. **6.** Le ministre, de concert avec le ministre de l'éducation et les organismes responsables de l'éducation au Québec, prend les dispositions nécessaires pour que soient offerts aux immigrants des cours d'adaptation technique et professionnelle ainsi que des cours spéciaux d'enseignement général.

Normes de reconnaissance. Il favorise de la même façon l'établissement des normes pour la reconnaissance, au Québec, des diplômes obtenus à l'étranger, des études qui y ont été poursuivies et de la formation qui y a été reçue ainsi que pour l'établissement d'équivalences.

Accords. **7.** Le ministre peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure tout accord avec le gouvernement du Canada et tout organisme de celui-ci ainsi qu'avec tout autre gouvernement ou organisme, conformément aux intérêts et aux droits du Québec, pour faciliter l'exécution de la présente loi.

Commission. **8.** Une Commission interministérielle des affaires des immigrants est instituée. Elle est composée des fonctionnaires des ministères du gouvernement que désigne

4. The Minister shall also promote the preservation of ethnic customs. Duties.

5. The Minister, in cooperation with the Minister of Intergovernmental Affairs, may establish immigration offices outside the province of Québec and assign functionaries and employees of his department thereto. Immigration offices.

6. The Minister, in cooperation with the Minister of Education and the bodies responsible for education in the province of Québec, shall take the necessary steps to ensure that courses in technical and vocational adaptation and special courses of general instruction are made available to immigrants. Adaptation courses, etc.

He shall, in the same way, promote the establishment of standards for the recognition in the province of Québec of diplomas obtained abroad and studies undertaken or training received there, and to establish equivalents. Standards for recognition.

7. The Minister, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, may make any agreement with the Government of Canada or any body thereof and with any other government or body, in conformity with the interests and rights of the province of Québec, to facilitate the carrying out of this act. Agreements.

8. An Interdepartmental Commission on Immigrants Affairs is established. It shall consist of functionaries of government departments appointed by Commission.

- le lieutenant-gouverneur en conseil et elle est présidée par le ministre ou son représentant.
- Devoirs.** La Commission est chargée de donner son avis au ministre sur toute question relative à l'application de la présente loi et, à sa demande, de faire aux divers ministères des recommandations sur les services qu'ils peuvent fournir au ministre pour l'aider dans l'exécution de ses fonctions et compléter son action dans leurs domaines respectifs.
- Comité consultatif.** **9.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer un comité consultatif composé d'au plus quinze membres pour conseiller le ministre sur toute question que ce dernier lui soumet relativement à l'immigration, à l'adaptation des immigrants à leur nouveau milieu et à la conservation des coutumes ethniques. Les membres de ce comité ne reçoivent aucun traitement à ce titre; ils peuvent être indemnisés de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées et recevoir une allocation de dépenses fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.
- Règlements.** Ce comité peut adopter pour sa régie interne des règlements qu'il juge appropriés; ces règlements entrent en vigueur dès leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil.
- Rapport.** **10.** Le ministre doit déposer à l'Assemblée législative un rapport de l'activité de son ministère pour chaque exercice financier; ce rapport est déposé dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée n'est pas alors en session, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège après l'expiration de ce délai.
- Sous-ministre.** **11.** Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre de l'immigration, ci-après désigné sous le nom de « sous-ministre ».
- Devoirs et pouvoirs.** **12.** Sous la direction du ministre, le sous-ministre a la surveillance des autres fonctionnaires et employés du ministère, il en administre les affaires courantes et exerce les autres pouvoirs qui lui sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.
- the Lieutenant-Governor in Council and shall be presided over by the Minister or his representative.
- Duties.** The Commission shall advise the Minister upon any matter respecting the application of this act and, upon his request, make to the various departments recommendations regarding the services which they might render to the Minister to assist him in the performance of his duties and give effect to his action in their respective fields.
- Advisory committee.** **9.** The Lieutenant-Governor in Council may constitute an advisory committee composed of not more than fifteen members to advise the Minister upon any matter which he submits to it respecting immigration, the adaptation of immigrants to their new environment and the preservation of ethnic customs. The members of such committee shall receive no salary as such; they may be indemnified for their expenses in attending meetings and may receive an expense allowance fixed by the Lieutenant-Governor in Council.
- By-laws.** Such committee may make such by-laws as it deems appropriate for its internal management; such by-laws shall come into force upon approval by the Lieutenant-Governor in Council.
- Report.** **10.** The Minister shall lay before the Legislative Assembly a report of the activities of his department for each fiscal year; such report shall be deposited within six months after the end of each fiscal year or, if the Assembly is not then in session, not later than the fifteenth day during which it sits following the expiry of such delay.
- Deputy Minister.** **11.** The Lieutenant-Governor in Council shall appoint a Deputy Minister of Immigration, hereinafter called the "Deputy Minister".
- Duties and powers.** **12.** Under the direction of the Minister, the Deputy Minister shall supervise the other functionaries and employees of the department, administer the day to day business thereof and exercise such other powers as are assigned to him by the Lieutenant-Governor in Council.

Autorité
du sous-
ministre.

13. Les ordres du sous-ministre doivent être exécutés de la même manière que ceux du ministre; son autorité est celle du chef de ministère et sa signature officielle donne force et autorité à tout document du ressort du ministère.

13. The orders of the Deputy Minister shall be carried out in the same manner as those of the Minister; his authority shall be that of the head of the department and his official signature shall give force and authority to any document within the jurisdiction of the department.

Authority
of Deputy
Minister.

Fonction-
naires,
etc.

14. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme, conformément à la Loi de la fonction publique (13-14 Elizabeth II, chapitre 14), tous autres fonctionnaires et employés nécessaires à la bonne administration du ministère.

14. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint, in accordance with the Civil Service Act (13-14 Elizabeth II, chapter 14), all other functionaries and employees required for the proper administration of the department.

Function-
aries, etc.

Devoirs.

15. Les devoirs respectifs des fonctionnaires et employés du ministère, non expressément définis par la loi ou par le lieutenant-gouverneur en conseil, sont déterminés par le ministre.

15. The respective duties of the functionaries and employees of the department, not expressly regulated by law or by the Lieutenant-Governor in Council, shall be determined by the Minister.

Duties.

Affecta-
tion.

Les fonctionnaires et employés du ministère en poste à l'étranger sont affectés auprès de l'agent ou délégué général du Québec qui y a compétence et sont aussi chargés de l'assister dans l'exécution des devoirs de sa charge.

The functionaries and employees of the department who are posted abroad shall be assigned to the agent-general or delegate-general of the province of Québec serving there and shall also assist him in the performance of his duties.

Assign-
ment.

Signature.

16. Nul acte, document ou écrit n'engage le ministère, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui ou par le sous-ministre.

16. No deed, document or writing shall bind the department or be attributed to the Minister unless it is signed by him or by the Deputy Minister.

Signature.

Force
probante.

17. Toute copie d'un document faisant partie des archives du ministère, certifiée conforme par le ministre ou le sous-ministre, est authentique et a la même valeur que l'original.

17. Any copy of a document forming part of the records of the department, certified as true by the Minister or the Deputy Minister, shall be authentic and shall have the same force as the original.

Authen-
ticity.

S.R., c. 9,
a. 4, mod.

18. L'article 4 de la Loi de l'exécutif (Statuts refondus, 1964, chapitre 9), modifié par l'article 19 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 16 et par l'article 4 de la loi 15-16 Elizabeth II, chapitre 23, est de nouveau modifié en ajoutant, après le paragraphe 21°, le suivant:

« 22° Un ministre de l'immigration ».

18. Section 4 of the Executive Power Act (Revised Statutes, 1964, chapter 9), amended by section 19 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 16, and by section 4 of the act 15-16 Elizabeth II, chapter 23, is again amended by adding after paragraph 21 the following:

“(22) A Minister of Immigration”.

R.S., c. 9,
s. 4, am.

S.R., c.
15, a. 1,
mod.

19. L'article 1 de la Loi des ministères (Statuts refondus, 1964, chapitre 15), modifié par l'article 20 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 16 et par l'article 5 de la loi 15-16 Elizabeth II, chapitre 23, est

19. Section 1 of the Government Departments Act (Revised Statutes 1964, chapter 15), amended by section 20 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 16, and by section 5 of the act 15-16 Elizabeth II,

R.S., c.
15, s. 1,
am.

de nouveau modifié en ajoutant, après le paragraphe 21°, le suivant:

« 22° Le ministère de l'immigration ».

chapter 23, is again amended by adding after paragraph 21 the following:

“(22) The Department of Immigration”.

S.R., c.
101, a. 2,
mod.

20. L'article 2 de la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation (Statuts refondus, 1964, chapitre 101) est modifié

a) en retranchant, dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe 2°, les mots « ainsi qu'à l'immigration »;

b) en retranchant, dans les deux dernières lignes du paragraphe 7°, les mots « et d'y attirer l'émigration des pays étrangers ».

20. Section 2 of the Agriculture and Colonization Department Act (Revised Statutes, 1964, chapter 101) is amended

(a) by striking out the words “as well as to immigration” in the third and fourth lines of paragraph 2;

(b) by striking out the words “and attract foreign immigration” in the last line of paragraph 7.

R.S., c.
101, s. 2,
am.

S.R., c.
219, a. 1,
mod.

21. L'article 1 de la Loi des enfants immigrants (Statuts refondus, 1964, chapitre 219) est modifié en remplaçant, dans la dernière ligne du paragraphe 4°, les mots « de la famille et du bien-être social » par les mots « de l'immigration ».

21. Section 1 of the Immigrant Children Act (Revised Statutes, 1964, chapter 219) is amended by replacing the words “Family and Social Welfare” in the last line of paragraph 4 by the word “Immigration”.

R.S., c.
219, s. 1,
am.

Deniers
requis.

22. Les deniers requis pour la mise en application de la présente loi sont pris, pour l'exercice financier au cours duquel la présente loi entre en vigueur sur le fonds consolidé du revenu, et pour les exercices suivants, sur les derniers votés annuellement à cette fin par la Législature.

22. The sums required for the carrying out of this act shall be taken, for the fiscal year during which this act comes into force out of the consolidated revenue fund, and for subsequent fiscal years out of the moneys voted annually for such purpose by the Legislature.

Sums required.

Entrée en
vigueur.
(20 nov.
1968,
G. O. p.
6526).

23. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

23. This act shall come into force on a date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

Coming
into force.
(Nov. 20,
1968,
O. G. p.
6526).